www.npa2009.org
cheminot.anticapitaliste
@gmail.com

Contre la loi Macron et le gouvernement PS-MEDEF : tous en grève le 9 avril !

Le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier : les milieux populaires ont déserté les urnes, la droite en a tiré largement parti et le Parti socialiste perd la moitié des départements qu'il gérait. Quant au Front National, il obtient des scores élevés et une soixantaine d'élus : il réussi a consolider son implantation, et représente une menace a prendre au sérieux, pour les travailleurs, les immigrés, les jeunes, les femmes... Valls reconnaît la défaite, mais annonce la poursuite de la politique antisociale ! Cette claque infligée au PS profite aux partis qui rêvent de revenir au pouvoir, ou d'y accéder, pour mener la même politique au service des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures anti-chômeurs, anti-immigrés et profondément réactionnaires. A ce petit jeu électoral, ce sont les travailleurs, les jeunes, les classes populaires qui seront perdants. C'est donc sur un autre terrain que nous devons préparer l'affrontement !

C'est dès maintenant que le monde du travail doit riposter

De toute façon, nous n'avons pas le temps d'attendre les prochaines élections. C'est maintenant que nous bouclons les fins de mois le 20, voire le 15. C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue…). C'est dès maintenant qu'il faut riposter. Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde.

Dans divers secteurs, les réactions sont nombreuses, bien qu'isolées, et fréquemment provoquées par les déclarations de bénéfices des grands groupes, ou les salaires mirobolants des PDG. Des réactions auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, le manque d'effectifs, et bien sur les licenciements et fermetures d'usines ou de sites... : à la Poste, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les employés municipaux, les enseignants de collège ou de CFA... Sans oublier la Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès, le reflet de la colère sociale contenue depuis des années.

Pendant ce temps-là, à la SNCF...

Non seulement nous sommes en plein dans l'application de la réforme ferroviaire, mais la direction SNCF veut en profiter pour multiplier les mauvais coups contre les cheminots, comme le gel des salaires pour l'année 2015, ou encore la fermeture de plusieurs milliers de kilomètres de lignes... qui seront immédiatement remplacés par des cars, grâce a la Loi Macron qui veut libéraliser les voyages en cars ! Encore un exemple d'auto-concurrence : la fermeture de lignes SNCF va profiter a... ID-Bus, filiale de la SNCF ! Sur l'emploi, c'est encore pire : le rapport d'expertise commandé par le CCE prévoit entre 11 000 et 13 000 suppressions de postes dans les 5 prochaines années ! Et la cerise sur le gâteau, c'est la volonté de dégrader massivement nos conditions de vie et de travail, avec une convention collective au rabais, à la place du RH 0077... Car derrière les grands discours sur "l'unité de la famille cheminote face a la concurrence", ce que la direction SNCF défend concrètement dans les négociations sur la Convention Collective, c'est des amplitudes horaires plus grandes, des repos plus petits et moins nombreux... Bref, ils veulent des cheminots plus flexibles et moins chers !

Une première étape : réussir le 9 avril

Les organisations syndicales CGT, FSU, FO et Solidaires appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron. Encore une loi pro-patronale, qui vise entre autres a généraliser le travail le dimanche (et le soir dans les commerces des grandes gares), sans obligation de compensation financière ! Saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de ceux qui n'en peuvent plus de la politique du gouvernement PS-MEDEF. Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour faire converger toutes les luttes dispersées, et avec la certitude qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande, mais que cela doit être le début d'une riposte d'ensemble du monde du travail !

Emploi : l'hécatombe

Après le rapport Degest qui estimait que dans le cadre de l'application de la réforme ferroviaire la SNCF supprimerait 9 000 emplois d'ici 2020, c'est au tour d'une autre étude du cabinet Secafi de prédire que dans « *le cadre de la stabilisation de la dette du groupe SNCF* » (qui devrait s'élever à 56,7 milliards d'euros en 2020), la SNCF envisage un effort de productivité de 4,8 milliards d'euros d'ici la. En langage clair, pour les patrons, réduction des coûts veut dire plus d'exploitation et moins de travailleurs, soit entre 11 000 à 13 000 suppressions d'emplois sur les 5 prochaines années!

Secafi estime les pertes à 8 000 emplois pour SNCF Mobilités et 3 000 à 5 000 pour SNCF Réseau et que pour palier au manque d'effectifs, « *le recours à la sous-traitance est la solution privilégiée par la SNCF* ».

Baisser les effectifs est devenue une obsession pour la direction ; ces dix dernières années, nous avons déjà perdu 18 700 emplois. La dette de la SNCF est le nouveau prétexte pour tous les mauvais coups, mais celle ci ne fait qu'augmenter suite à l'augmentation des péages et au financement de travaux qui incombent à l'Etat et à qui on fait retomber le coût sur les usagers et les cheminots. Sans compter le gaspillage qui consiste à débourser plus d'1,2 milliard d'euros par an aux banques sous forme d'intérêts…

Il est temps de mettre un terme à ce désastre et d'imposer des embauches au statut. Partout nous devons commencer par avancer nos revendications à commencer par l'embauche d'un jeune à chaque départ en retraite.

Accident de travail mortel à St Lazare

Le 18 février dernier, un collègue cheminot est mort au travail, à la Gare St Lazare. Il travaillait au nettoyage des rames, pour le sous-traitant USP. D'après les éléments réunis par les différents CHSCT concernés, voilà ce qui se serait passé : la rame du train 3101 est arrivée à quai avec beaucoup de retard, personne n'a prévenu le collègue de l'USP que le train allait repartir très rapidement donc il est monté à bord pour le nettoyer, 5 minutes plus tard le train repart vers Le Havre (l'agent-départ ne sachant pas que le collègue de l'USP est à bord), paniqué à l'idée de faire l'aller-retour jusqu'à Rouen et de rater 3 heurs de travail, le collègue essaie de descendre du train en marche, il est grièvement blessé et décède peu après.

Les causes de ce drame sont malheureusement très claires : la pression managériale sur les agents de la sous-traitance et l'insuffisance de leur formation aux risques ferroviaires, l'absence de procédure et de moyen de communication entre les agents de l'USP et l'Escale (non-respect du Plan de prévention)... L'USP et la SNCF ont donc des comptes à rendre. La sous-traitance et la précarité tuent !

Je pose, tu poses, nous posons... le sac !

Jeudi 19 mars, la Gare St Lazare a été paralysée deux fois. Une première fois le matin, quand les démineurs ont évacué l'ensemble de la gare, pour faire sauter… le top-case d'un scooter mal garé ! Paranoïa sécuritaire quand tu nous tiens... Et une deuxième fois le soir, quand les conducteurs ont posé le sac : après avoir tenté de leur retirer une prime, la direction a sanctionné un syndicaliste qui refusait cette injustice... Mais c'était sans compter la solidarité cheminote : les collègues du conducteur réprimé ont répondu présents et ont refusé de faire des trains... jusqu'à ce que la direction soir obligée de céder : elle a du retirer la sanction et rouvrir des négociation sur la prime ! C'est une belle victoire de la solidarité, surtout que c'est la première fois que les conducteurs posent le sac pour un motif autre qu'une agression... Il y a fort à parier qu'il recommenceront bientôt !

Radio France : une grève qui s'étend !

Tandis que la Cour des comptes vient de remettre un rapport préconisant d'importantes coupes budgétaires au détriment des salariés, le personnel de Radio France poursuit sa grève commencée le 19 mars contre des restrictions budgétaires qui devraient entraîner de 200 à 300 suppressions d'emplois. Pour la direction, il s'agit d'économiser entre 17 et 24 millions d'euros d'ici à 2019, a déclaré le PDG Mathieu Gallet – qui a défrayé la chronique suite à la rénovation de son bureau (100 000 €) et suite à la révélation qu'il payait un conseiller en communication 90 000 € par an.

Selon la direction, le mouvement serait suivi par une minorité des 4 600 salariés. Ce qui est sûr, c'est que toutes les stations sont paralysées et diffusent une bande musicale à la place des programmes habituels. « Il faut que cette grève s'arrête » a déclaré Manuel Valls, en « sommant le Président de Radio France de prendre ses responsabilités »...

Ce qui est, comme l'ont fait remarquer les syndicats, une façon d'essayer de se dédouaner en cachant les responsabilités du gouvernement.